

Relevé de décisions du Conseil national

Les militants et militantes communistes ont mené tous ces derniers mois des campagnes intenses nouant des liens, portant nos idées, témoignant ainsi de la richesse de l'engagement communiste. C'est un actif.

Reste qu'au sortir de la présidentielle, la gauche, les communistes sont au défi de s'interroger, évoluer et agir pour répondre en termes offensifs et positifs aux enjeux de notre société.

Victorieuse dans les urnes, la droite va maintenant tout faire pour déployer son projet de casse sociale et démocratique. Le nouveau Président de la République, Nicolas Sarkozy, vient de confirmer sa volonté de brimer, dès les prochaines semaines, toute velléité de résistance à sa politique ultra-libérale. La feuille de route du gouvernement Fillon, son affichage de la diversité nous installent dans un modèle de société à l'anglo-saxonne expurgée de tout humanisme.

Le sursaut de la gauche au second tour des législatives, le résultat du PCF et la perspective de constitution d'un groupe parlementaire marque un point d'ancrage pour le développement des mouvements sociaux, et peut contribuer à reconstruire une alternative politique à gauche.

Pour autant, notre résultat à l'élection présidentielle et le déclin électoral du PCF quasi permanent depuis de nombreuses années nous appelle à faire un inventaire général qui ne soit pas conjoncturel, mais porte bien sur la nature et la pérennité d'un parti communiste dans notre pays, sa capacité à être utile à la transformation sociale. L'enjeu nous incite à un effort d'analyse renouvelé des évolutions de la société française et des grands traits de notre époque. Il nous invite à retravailler la voie d'une émancipation humaine de notre temps, la pertinence de notre visée communiste afin de faire face à la mondialisation capitaliste et au sentiment de fatalité qu'elle génère quant au caractère inéluctable des politiques menées, de rendre accessible à tous notre projet de développement social et les propositions y concourant.

L'enjeu nous pousse à un effort de création, d'innovation, de responsabilité avec tous les communistes et les progressistes qui le souhaitent sur le rapport de la gauche et du communisme à la société.

- Pour mener la contre-offensive politique et idéologique face à la droite et au MEDEF.

- Pour combattre le bipartisme et construire une gauche de transformation sociale à vocation majoritaire.

L'enjeu appelle encore à un bilan critique et constructif de nos évolutions stratégiques et de leur mise en oeuvre, de nos directions. Mais également d'appréhender sans tabou ni a priori la question du devenir de notre organisation.

Dans son introduction aux travaux du Conseil national, Marie-George Buffet nous invite à explorer toutes les options vis-à-vis desquelles les communistes auront à se prononcer.

Ce débat est essentiel car il pose la question de l'existence même d'une voie révolutionnaire et émancipatrice dans notre pays.

Le travail que nous engageons exige la mobilisation et l'implication de tous les communistes. C'est pourquoi nous voulons le mener dans la transparence, le respect, la souveraineté et la diversité des communistes.

Dans ce cadre, le Conseil national propose aux communistes de s'engager dès maintenant :

1. La convocation d'un congrès extraordinaire fin 2007 en vue de la tenue du prochain congrès en 2008

Ce congrès extraordinaire va nous permettre de poser les termes de la réflexion de fond que nous voulons mener sur le devenir du communisme et d'une gauche d'alternative dans la France du XXI^e siècle.

Notre parti n'a pas le monopole des initiatives qui vont concourir aux évolutions et recompositions de la gauche. Il n'en demeure pas moins que nous tenons à nous inscrire sans réserve dans ce débat, avec notre spécificité, mais également à être force de propositions et d'initiatives pour contribuer positivement au nouvel élan nécessaire pour cette gauche d'alternative.

De fait la préparation du congrès extraordinaire doit être à la hauteur des attentes et des exigences exprimées par les progressistes, inédite notamment par son caractère démocratique, d'ouverture sur la société et ses évolutions, en prise « avec la vie », les luttes sociales et à même d'associer tous les hommes et femmes attachés à l'idée même de changement.

Nous pourrions organiser notre réflexion comme suit :

D'ici à octobre, une première étape de travail nous permettra de lister les questions et les premières options qui se seront exprimées. Pour y aider un questionnaire sera adressé à tous les membres du PCF visant à mieux appréhender leur point de vue, la rédaction de contributions communistes sera encouragée. De même à

Conseil national des 22 et 23 juin 2007

l'échelle nationale comme locale la création d'espaces d'échange et de confrontation, de forums ou groupes de travail initiés par le Parti communiste ou d'autres favoriseront la participation de tous les communistes, de tous les progressistes qui le désirent à cet effort partagé.

Un collectif désigné par le Conseil national sera en charge d'animer cette phase de préparation du congrès.

En septembre, la préparation des élections municipales et cantonales fera l'objet d'un conseil national spécifique.

A partir de cet actif, début octobre, seront décidées les formes et modalités du congrès extraordinaire.

Les 8 et 9 décembre, ce congrès constituera une première synthèse des débats : il précisera la nature et les termes des choix à opérer concernant notre avenir lors du congrès de fin 2008. Il débouchera sur un plan de travail adéquat, intégrant les échéances politiques et électorales futures.

Le congrès extraordinaire restera centré sur le fond des questions politiques et idéologiques qui nous sont posées. Cela ne nous exonère cependant pas d'une réflexion affinée et poussée sur le travail de la direction nationale de notre parti, l'organisation et le fonctionnement de l'ensemble de nos directions.

2. Ancrer notre réflexion de congrès dans la résistance à la droite et au MEDEF, participer à la reconstruction d'un espoir populaire.

Dès cet été la droite entend avancer dans ses projets et marquer des points significatifs sur des domaines structurant aujourd'hui le socle dur de notre société : remise en cause de la notion de dialogue et pacte social avec l'instauration d'un service minimum, attaque d'envergure contre le système de solidarité nationale (mise en place de la franchise médicale, mise à mal des régimes spéciaux), casse du Code du travail, attaque contre la réduction du temps de travail (exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires), libéralisation des services et privatisation de l'université, négation du droit du sol et de libertés fondamentales (réformes judiciaires).

Face à cette offensive globale, le PCF appelle à une riposte d'envergure ; à contrer coup par coup les attaques portées et à faire grandir des réponses porteuses d'une autre perspective de développement humain et social.

- Ainsi dès le 1er juillet, date d'ouverture du marché de l'électricité, les communistes appellent nos concitoyens à s'engager à réaffirmer leur attachement au service public de l'énergie, en faisant le choix de rester au tarif « service public administré par l'Etat », et donc à repousser les offres de marché réalisées tant par les opérateurs privés que par EDF et GDF.

- Nous voulons faire reculer la droite et le MEDEF sur l'instauration d'une franchise médicale et d'une TVA sociale. C'est pourquoi notre parti entend participer activement à la riposte sur la santé initiée par un collectif de quarante organisations.

- Nous organiserons également la riposte à la mise en place d'une flexsécurité et du contrat unique en nous adressant au monde du travail pour sécuriser l'emploi et la formation.

- Les communistes exigent le retrait de la réforme sur l'autonomie des universités : en lien avec leurs parlementaires ils vont travailler avec l'ensemble des acteurs de la communauté universitaire, étudiants, enseignants, chercheurs, organisations syndicales, collectivités territoriales, une alternative progressiste à cette réforme libérale insensée que Nicolas Sarkozy présente comme une des mesures phares de son septennat.

- Il y a urgence pour le Proche-Orient et la Palestine ! Le PCF, la JC et l'ANECR appellent après le grand rassemblement devant le Quai d'Orsay de mardi 26 juin à des initiatives décentralisées dans les départements afin d'exiger la tenue d'une conférence internationale pour le rétablissement de la paix et la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 au côté de l'Etat israélien.

- Deux ans après le NON français au TCE, à l'initiative de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, un accord pour un traité simplifié vient d'être conclu à Bruxelles. C'est une manipulation ! Négocié dans le secret, cet accord vise à effacer les attentes exprimées par les électeurs et à consolider l'orientation libérale de la construction européenne. Le PCF s'oppose à ce mini-traité. Il exige un nouveau débat démocratique en France et en Europe ainsi que l'organisation d'un nouveau référendum en France. Dans les jours qui viennent, il va s'adresser à ses partenaires européens, notamment au Parti de la gauche européenne, pour proposer l'organisation d'une grande campagne d'information et de débats sur les ruptures à opérer avec l'Europe libérale pour ouvrir une perspective de progrès social et démocratique.

Dans ce contexte aigu d'affrontement politique la question du militantisme reste première. Le nombre de communistes, militant(e)s organisé(e)s, en mesure d'agir, de débattre, faire rayonner leurs idées constitue en soi un élément du rapport de forces par rapport à la droite et dans la reconstruction de la gauche. Le PCF engage une campagne de renforcement : menons-la collectivement et au niveau de cette ambition.

La Fête de l'Humanité des 14, 15 et 16 septembre va constituer le premier temps fort de mobilisations et d'échanges, dans la rentrée sociale et politique. Elle sera également un rendez-vous essentiel pour permettre aux communistes de donner une dimension publique et populaire à la réflexion et au travail qu'ils engagent. OEuurons à ce que la diffusion de la vignette soit le fil conducteur de l'activité militante de cet été.

Conseil national des 22 et 23 juin 2007

Vote sur le relevé de décisions

Pour : 84

Contre : 30

Abstention : 9

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES 8 ET 9 DÉCEMBRE

Le Conseil national procède ensuite à l'élection de la commission d'organisation et d'animation des débats en prévision du CN d'octobre. Pour : 68 / Contre : 20 / Abstention : 4

BUFFET Marie-George
ADENOT Dominique
AMIABLE Marie-Hélène
ANDRÉANI Caroline
APOURCEAU Cathy
AURY Thierry
BACHÉ Alain
BAGNAROL Pascal
BENOIST Lydie
BESSAC Patrice
BOCCARA Frédéric
BOCQUET Alain
BONY Vincent
BORVO Nicole
BRAMY Hervé
BRULIN Céline
BRYNHOLE Marc
CARRAZONI Amandine
CASSAN Liliane
CELTON Sophie
CHABALIER Jacques
CHASSAIGNE André
CLÉRIN Cédric
COHEN Laurence
COLONEAUX Stéphane
CORBEAUX Eric
CORNEVIN Jean-Pierre

CULIÉ Marie-Claire
DAGUERRE Cathy
DANGLLOT Jean-Claude
GONTHIER-MAURIN Brigitte
DARTIGOLLES Olivier
DE ALMEIDA Isabelle
DECAN Françoise
DELMAS Chantal
DHARREVILLE Pierre
DOUSSIN Jean-Marie
DUBERTRAND Michel
DUMON François
FAYAUD Simone
FINET Colette
FROSTIN Jean-Louis
GARCIA Nadine
GAUTHIER Elisabeth
GAYRAUD Martine
GENEVÉE Frédérick
GHANI Niame
GOYET Thierry
GRUNER Michèle
GUZMAN Michèle
HALOUI Fabienne
HAYE Nadège
INJEY Robert
JOLY Pascal

KARMAN Jean-Jacques
LAFaurIE Anne
LATOURL Patricia
LAURENT Pierre
LEBAIL-COQUET Danièle
LORAND Isabelle
MASURE Hélène
MAZET Annie
MELLOR Sarah-Jane
OBADIA Alain
PARMENTIER Aline
PEREZ Martine
RAVACHE Gilles
RELINGER Jérôme
RICA Michel
ROUSSEL Fabien
SALON Jean-Paul
SAVOLDELLI Pascal
SHEEHAN Richard
SFRECOLA Alain
SOMMELLIER Liliane
STÉFANI Michel
THUILLEZ Françoise
VALEYRE Francine
VIEU-CHARIER Catherine
VIEU Marie-Pierre